

# Jeunes : "L'avenir, c'est pas gagné"

Table ronde d'étudiants et de jeunes travailleurs autour d'Informations ouvrières

page 14



## INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

**8 371**  
abonnés  
reçoivent  
ce numéro.  
Et vous ?  
(page 16)



Face à la vague ininterrompue des licenciements, manifestations, grèves et occupations se multiplient et posent une question :

# BLOQUER LES LICENCIEMENTS COMMENT ABOUTIR ?



71 délégués de 20 départements ont déjà été désignés à la conférence du 5 septembre pour l'interdiction des licenciements (pages 3-4-5)



Délégation des travailleurs de Servisair au ministère de l'Emploi, le lundi 27 juillet.

(10)

L'activité du comité de la Vienne pour la marche unie auprès des ouvriers de New Fabris. Reportage à Michelin, dans le Nord

**Campagne** pages 4 et 5

**Contrat de transition professionnelle**

Consensus droite-gauche à l'Assemblée nationale.

**Actualité** page 6

Contre le projet de loi de privatisation de La Poste, le comité de Roquebrun appelle à la mobilisation générale

**Actualité** page 7

**Portrait d'adhérent**

Aimé Gislais, retraité SNCF

**Vie du parti** page 9

**Honduras. La résistance au coup d'Etat se poursuit**

Après le succès de la grève générale des 23 et 24 juillet contre le coup d'Etat, le plan américain de « médiation » cherche à s'imposer.

**International** page 11

**IO SPÉCIAL ÉTÉ 2009** Trois nouvelles rubriques :

Un numéro d'IO à (re)découvrir (page 8), une date de lutte de classe (page 15), un portrait de militant (page 16).

## "Où sont les politiques ?"

Il y a un an, nous écrivions (1) : « En cette fin d'été 2008, la catastrophe économique et sociale est en cours. Nul ne sait jusqu'où elle ira. C'est d'un plan d'urgence dont le peuple a besoin. Aux fermetures d'usines et aux plans de restructuration (...) opposer : l'interdiction des plans de licenciements et la nationalisation des secteurs clés de l'industrie. »

Un an plus tard, où en sommes-nous ?

En ce mois de juillet 2009, la Bourse s'est reprise à prospérer, récupérant toutes ses pertes de l'année et même partiellement celles de 2008.

Et du côté de la classe ouvrière ? On parle de 30 à 50 millions de chômeurs supplémentaires pour les seuls pays les plus riches de l'OCDE, on évoque pour la France un million de chômeurs supplémentaires d'ici à la fin 2009. Tous les jours, ce sont de nouveaux plans de restructuration. Et, dans le même temps, tous les acquis sont remis en cause. En ce seul mois de juillet, l'Assemblée nationale a voté le travail du dimanche et la loi Bachelot (portant un coup majeur à la Sécurité sociale et au système de santé), tandis que le Conseil des ministres du 29 juillet doit adopter le projet de loi de privatisation de La Poste.

Durant cette année, le gouvernement Sarkozy-Fillon n'a fait qu'accompagner l'ensemble des plans de licenciements, quand il ne les a pas précédés par la suppression en masse d'emplois dans le public, tout en offrant 420 milliards d'euros aux spéculateurs.

Alors qui donnera tort à ce jeune de Servisair quand il déclare : « On nous jette comme de la m..., sans rien, cela on ne le tolère pas. On va se battre jusqu'au bout. Je suis un jeune de banlieue, un jeune ouvrier, qui se fait jeter comme un torchon. J'ai un bac +2, je suis né en France, j'ai grandi en France. Voilà le nouveau visage de la France. On demande aux jeunes de travailler, on leur demande de faire des efforts et, derrière, on les jette. »

Reste la question : comment se fait-il que les travailleurs qui n'ont cessé depuis un an de multiplier les grèves, les manifestations dans tous les domaines et particulièrement contre les plans de suppressions d'emplois semblent se heurter à tant de difficultés ? Répondre à cette question est difficile si l'on n'évoque pas la succession des journées d'action saute-mouton, qui, au fil des mois, se sont acharnées à épuiser en vain l'aspiration à combattre dans l'unité de toute la classe ouvrière.

Mais la réponse est d'abord à rechercher au plan politique.

Dans un reportage télévisé sur une usine en grève contre les licenciements, un jeune ouvrier répète avec insistance : « Où sont les politiques ? »

Dans une déclaration commune, PCF, PS, PG, NPA, fédération UDB, les Verts du Trégor, en Bretagne, expriment « solidarité et soutien » aux travailleurs d'Alcatel-Lucent frappés par un plan d'un millier de suppressions d'emplois. Ils ajoutent : « Les partis et organisations politiques soussignés décideront d'initiatives propres pour s'inscrire aux côtés des salariés et de leurs organisations et avec toute la population dans les combats indispensables pour mettre un coup d'arrêt aux politiques du Medef, du patronat et du gouvernement Sarkozy. »

Est-ce là la réponse qu'attendent les travailleurs ?

Certainement pas. La situation exige une réponse d'urgence que concentre le mot d'ordre politique d'interdiction des licenciements. Nul ne peut, nul ne doit se dérober. Tel est l'enjeu du combat engagé par les travailleurs et militants de toutes tendances, qui, avec les comités pour l'unité, préparent la rencontre nationale du 5 septembre. ■

(1) Informations ouvrières, n° 9, 14 août 2008.

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre  
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :  
Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :  
Rotinfed 2000, Paris.  
• Tirage : 20 000 exemplaires.  
• Commission paritaire :  
0909 C85 410.  
• ISSN : 0813 9500.

• Rédaction :  
Informations ouvrières,  
87, rue du F<sup>bs</sup>-Saint-Denis,  
CS 30016 - 75479  
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.  
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-  
abonnements :  
Maïté Dayan.

Tél. : 01 48 01 88 22.  
01 48 01 88 41.

E-mail :  
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :  
à publication.



NOUS ÉCRIRE

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016  
75479 Paris Cedex

E-mail :  
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

## "Je retourne ma veste..."

PAR PIERRE JEANNENEY

J'ÉCOUTE l'interview de Martin Hirsch le 18 juillet 2009 sur une radio publique ; cela m'évoque *L'Opportuniste*, de Dutronc : « Je suis pour le socialisme, je suis pour le capitalisme, je retourne ma veste... toujours du bon côté... et j'en profite pour faire mon beurre ! » Au cours de cet entretien, l'auteur de *Manifeste contre la pauvreté* et de *La Pauvreté en héritage* promeut son action et surtout la mise en place du RSA. Répondant à une question du journaliste qui lui demande s'il se sent de droite ou de gauche, il déclare sans ambages qu'il est de gauche, en souvenir sans doute de l'époque où il était directeur de cabinet de Bernard Kouchner au secrétariat à la Santé et conseiller chargé de la santé du cabinet de Martine Aubry. Comment se retrouve-t-il alors « haut-commissaire aux solidarités actives » du gouvernement Fillon, le plus réactionnaire que la France ait connu depuis celui de Joseph de Villèle ? Le Saint Vincent de Paul du régime ne donne aucune explication. Il se contente de manifester de l'admiration pour « le dynamisme » du clown vedette du « Sarkozy's Circus ». Ce n'est pas une exception. Son illustre mentor, Bernard Kouchner, est un « relaps » célèbre. Je ne m'attarderai pas sur Eric Besson, ancien député socialiste de la Drôme, qui, après s'être déchaîné contre la politique d'immigration de qui vous savez, dans *L'Inquiétante Rupture tranquille de M. Sarkozy*, gère les cartes de séjour avec le titre ronflant de « ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire ». Il ne faut pas s'attarder sur son cas, car les relents de racisme que dégage la campagne menée contre lui sont aussi révoltants que le personnage lui-même. ■

Les « traîtres » ont été nombreux dans notre histoire et dans l'histoire mondiale. La période de l'occupation française par les nazis est particulièrement riche en retournements de veste spectaculaires, mais il n'est toujours pas bon de raviver des souvenirs qui dérangent encore plus de trois générations plus tard. Qu'est-ce qui a pu et qui peut encore motiver ces gens qui semblent avoir dans la manche tous les atouts pour réaliser une carrière honorable et trahissent leur idéal ? L'intérêt, comme le pense Jacques Dutronc ? Le goût du pouvoir ? Ce qui amène à se poser la question : les hommes politiques sont-ils tous pareils ?

La réponse est non : la liste des individus intègres qui ont été des politiciens honnêtes est bien fournie. Une figure vient tout de suite à l'esprit : Charles Delescluze. Journaliste, il dénonce les injustices : sous la monarchie de Juillet, attaques contre le roi « poire » et exil ; en juin 1848, dénonciation des crimes de Cavaignac et prison ; sous l'empire de Napoléon le Petit, condamnations à répétition ; il fréquente toutes les prisons de France, il est déporté sur l'île du Diable, comme le sera plus tard Dreyfus, autre victime de la caste au pouvoir. C'est un des grands dirigeants de la Commune. Il choisit de se faire tuer sur une barricade « pour ne pas servir de victime ou de jouet à la réaction victorieuse ». Un tel personnage nous redonne confiance dans les hommes politiques. Une véritable municipalité parisienne de gauche devrait rebaptiser la place qui a vu sa mort place de la République-Charles-Delescluze, comme la droite l'a fait avec la place de l'Etoile. Est et ouest de Paris : le symbole serait fort. ■

## "De toute façon, on ne veut pas travailler le dimanche !"

PAR CHRISTEL KEISER

TREIZIÈME JUILLET 1906 : la loi sur le repos hebdomadaire est promulguée. Cette loi, arrachée par la mobilisation des travailleurs, reconnaît aux salariés de l'industrie et du commerce un repos de 24 heures après six jours de travail. A partir de la loi de 1906, le congé du dimanche n'a plus rien de religieux. Dans une perspective laïque, l'article 2 de la loi institue le dimanche comme le jour où tous les travailleurs peuvent se reposer en même temps.

Un siècle plus tard, 23 juillet 2009 : le Parlement de la V<sup>e</sup> République adopte la proposition de loi remettant en cause l'interdiction du travail du dimanche. Comme l'ont souligné plusieurs organisations syndicales, cette loi instaure une inégalité entre salariés, puisque aucune compensation ne sera accordée aux salariés des zones touristiques et thermales, contrairement à ceux des « périmètres d'usage de consommation exceptionnelle » (PUCE), qui, eux, pourront demander le doublement de leur salaire.

Mais le plus grave n'est-il pas le fait de légaliser le travail du dimanche et de remettre ainsi en cause

un acquis plus que centenaire de la classe ouvrière, au moment où 3 000 licenciements sont annoncés chaque jour depuis le mois de janvier ?

Par ailleurs, qui peut croire un seul instant que le volontariat sera la règle ?

Tout comme le temps partiel et les horaires décalés, le travail du dimanche sera imposé.

Et il sera imposé en premier lieu aux femmes aux revenus modestes, majoritairement victimes du travail à temps partiel, et aux jeunes contraints de travailler, notamment pour payer leurs études.

La preuve : en plein débat parlementaire sur la loi, dans le département de l'Ain, trois employés d'un magasin Dia (ex-Ed) ont été licenciés pour « insubordination » et « non-respect des horaires planifiés », car ils avaient refusé de travailler le dimanche ! (*Lire Informations ouvrières n° 56.*)

L'ouverture le dimanche, affirme une salariée de Dia, c'est « pour faire du chiffre d'affaires supplémentaire ! Nous, on nous promet qu'on sera payé 20 % de plus qu'en semaine. Non seulement cela ne nous permettra pas de payer une nounou pour nos enfants,

mais, de toute façon, on ne veut pas travailler le dimanche ! »

Une autre explique : « J'ai longtemps travaillé dans un magasin de discount ouvert du lundi après-midi au samedi soir. Avec mes deux collègues, nous travaillions quasiment tous les jours fériés et deux dimanches en décembre. Le lendemain, le patron appelait pour s'enquérir du chiffre d'affaires de la journée. Un bon chiffre d'affaires était l'assurance de recevoir une prime de 300 euros. Un mauvais chiffre ne donnait droit qu'à une journée de « récup » dans la semaine. Donc, avec ou sans contrepartie, je suis contre le travail le dimanche. »

Travailler la nuit (1), travailler les jours fériés, travailler le dimanche : face aux contre-réformes du marché du travail dictées par l'Union européenne, n'ont-elles pas raison, ces femmes, de refuser la remise en cause d'un acquis centenaire ? ■

(1) Rappelons qu'en 1992, la Commission européenne a remis en cause l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie... au nom de l'égalité.

